

Réforme sans projet cherche un but

La démonstration est imparable : les gilets jaunes ne font que rappeler l'urgence désormais absolue d'une question qui s'adresse à l'ensemble de la société française. Cette question est simple : A quoi servent nos réformes et nos efforts ?

Et le Gouvernement répond que nos réformes servent à faire... des réformes...

Mais on ne sait toujours pas à quoi ça sert. Nos dirigeants ne sont pas pour le moment à hauteur de leur fonction. Ils en ont le statut mais ne jouent pas leur rôle. Le Président se cherche comme un étudiant de première année. Le Premier Ministre reste au niveau d'un honnête sous-chef de bureau. Le ministre de l'Economie avoue lui-même qu'il n'a jamais été fort en maths. Ils sont tous loin de ce fameux "savoir-être" que vante Pôle Emploi aux côtés du "savoir-faire" et dont ils nous parlent pourtant tous les jours sans se l'appliquer à eux-mêmes. "Le CV et l'entretien ne suffisent pas toujours à juger avec précision des compétences et capacités professionnelles réelles d'un candidat". Il faut savoir traverser la rue !... Les conseils en communication du pouvoir actuel sont un pur désastre, une calamité de sophisme et d'ignorance des réalités.

Rester en dessous du déficit de 3 % ne peut pas être le "grand projet de la France" pour les dix années à venir. Il n'y a aucun souffle, aucun dessein dans le programme actuel qui reste au niveau d'un petit guichet obscur, géré par des seconds couteaux en mal d'inspiration et qui multiplient les gaffes.

La France a perdu des millions d'emplois industriels en raison d'un capitalisme financier mondial extravagant. Le premier objectif est donc de retrouver ces emplois perdus par une nouvelle stratégie très rapide. On ne compte plus seulement le travail en heures et notre législation du travail est faite pour les entreprises des années 50. L'agriculture est broyée par la technostructure européenne qui veut en faire une agro-industrie à l'américaine, avec ses désastres sanitaires, un suicide par jour, et la destruction de centaines de milliers d'emplois de proximité. Le paradoxe est qu'en plus cette agriculture de proximité est la meilleure réponse à la transition écologique.

Notre secteur agroalimentaire, première force de frappe, est démantelé par la transformation cachée de nos coopératives agricoles en multinationales qui en perdent leur âme et leur proximité du terrain. Même la banque en subit les dégâts comme par exemple au Crédit Agricole ou au Crédit Mutuel, où des parodies de gouvernance ont été dénoncées. Le BTP vient de connaître une révolution technologique en quelques années et doit subir une réglementation inadaptée désuète. Le quartier de la Défense pourrait devenir plus productif en énergie que la totalité du programme français d'énergies renouvelables, comme déjà Dubai le fait. Les programmes de véhicules ignorent que le diesel pollue moins que l'essence dans les véhicules actuels, que les véhicules électriques sont plus polluants que les véhicules classiques et délaissent la filière autonome des piles à combustible et hydrogène dont la France était leader voici 40 ans. Les lobbies à fric de l'énergie renouvelable ont torpillé le programme génial, primé au niveau mondial, qui rendait producteurs d'énergie tous les pylons électriques de France, et qui aurait contribué à faire baisser le prix de l'électricité.(wind-it), avec deux inventions françaises. (Coustaud Malavard et Darrieus)

La logique n'est pas moins d'impôts et plus de services comme on voudrait piéger le débat. C'est

plutôt que nos impôts pourraient délivrer beaucoup plus de services pour moins cher s'ils étaient organisés normalement, près du citoyen. Nos ministères sont les seuls en Europe à avoir des dizaines de collaborateurs dans des hôtels particuliers. Partout ailleurs, c'est seulement 3 ou 4 collaborateurs par ministre et un bureau normal. Le gouvernement essaie de nous persuader que ça ne coûte « que » 25 millions mais c'est en fait 400 millions avec les locaux, les personnels, les fournitures les frais, les véhicules etc. Chacun sait qu'il existe dans les collectivités locales de nombreux collaborateurs qui sont en fait de faux fonctionnaires au service d'un appareil politique local. L'ouvrage de Zoé Shepard « absolument débordée » a pourtant fait le buzz en son temps mais rien ne s'est passé depuis.

L'urbanisation est devenue excessive et ne correspond pas au projet français. Le livre du géographe Gravier Paris et le désert Français, le disait déjà dès 1947. La France est plus centralisée que jamais. Paris est un autre monde suspendu au-dessus des réalités qui ignore totalement ce qui se passe en France aujourd'hui. Cette logique de concentration crée des monstres en sièges sociaux, en hôpitaux ingérables, en transports, en circuits financiers, en urbanisation, en gaspillage d'énergie, en inertie administrative colossale. Par contre les régions sont de plus en plus délaissées, et même saignées pour alimenter un monstre central. Plus d'hôpitaux, plus de services de proximité, plus d'emplois, plus de télécommunications, des routes à l'abandon. Plus rien et donc une spirale qui fait qu'il devient impossible d'y créer de l'activité. Pour plus de la moitié le territoire français est totalement abandonné à lui-même dans cette France périphérique.

La réponse donnée sur la transition écologique est profondément ridicule. Cette filière n'a fourni en dix ans que le chiffre comique de 17 000 emplois, et encore il faut bien les compter et ils ne dépendent que de subventions à 100%. Les champs d'éoliennes et de panneaux solaires sont déserts sans un seul emploi local et possèdent leurs comptes au Luxembourg ou autres paradis fiscaux. L'effort fourni a été au moins de 100 milliards aussitôt repartis dans d'autres poches, qui ont été engloutis en déficit commercial, importations massives de matériels asiatiques ou sous traités à l'étranger, sans compter les évasions fiscales comme celles d'EDF ou d'Engie. C'est moins de 5% de la réponse nécessaire et on en fait la réponse magique. Par contre comme la ligne Maginot, cette solution n'aura rien résolu mais aura permis la constitution de fortunes colossales à partir de subventions publiques.

Les gilets jaunes ne sont pas seuls en France. Des soulèvements sporadiques surgissent dans de nombreux pays et pas seulement en France, en Europe centrale, jusqu'aux USA où on a déjà oublié les indignés de Wall Street, en passant par les printemps arabes et jusqu'aux événements étouffés en Chine où de nombreux travailleurs souffrent de leurs espoirs déçus. Ces soulèvements ont tous pour origine une sensation profonde de délaissement, de perte de dignité, et d'abandon total en les mains d'une finance internationale toute puissante qui tient même les Etats tous endettés. L'Euro n'a pas résolu la différence de valeur entre le million que déclenche un trader devant son écran, et l'euro que gagne le travailleur en cultivant son champ, en produisant à son poste de travail.

Dans tous ces événements, une dimension pourtant simple revient inlassablement. On ne peut même plus travailler dans la dignité. A quoi sert l'investissement dans le travail s'il est exclusivement dédié à une finance assoiffée qui ne rend rien à l'Etat, ni aux citoyens et ni même à l'environnement ?